



Français du monde-ADFE et les représentants des syndicats SNES-FSU, SNUipp-FSU, UNSA-Education, Sgen-CFDT, se sont réunis le lundi 6 novembre. Ils ont exprimé leur vive inquiétude quant à l'avenir du réseau d'enseignement français à l'étranger.

L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), extension du service public français de scolarisation, fait depuis 27 ans la preuve de son excellence. Outil majeur de la diplomatie d'influence de la France, elle est aujourd'hui financée en majeure partie par les familles. La priorité à l'éducation affirmée par le gouvernement pouvait laisser espérer une dotation de l'État à la hauteur des besoins. Au lieu de cela, le gouvernement a annulé au mois de juillet 33 millions d'euros de crédits sur le budget 2017 en cours. Cette baisse de près de 10 % de son budget contraint l'AEFE à prévoir la suppression sur les trois ans à venir de plus de 500 postes d'enseignants titulaires, soit 8 % des effectifs actuels. En outre, elle ne pourra verser en 2018 aucune subvention aux établissements, hors sécurité et investissements programmés, et fera passer de 6 à 9 % la participation financière complémentaire (assise sur les frais de scolarité) que doivent lui verser les établissements en gestion directe et conventionnés. Ces mesures affecteront obligatoirement les frais d'écologie, les budgets des établissements, le nombre de titulaires et risquent d'entraîner le déconventionnement d'établissements donc une privatisation encore plus grande du réseau.

La notion de réseau d'enseignement français ne peut se concevoir sans l'opérateur public, qui, y compris dans les pays les plus pauvres ou difficiles, est à même de garantir la qualité de l'enseignement, de dynamiser les établissements, et de sécuriser les parcours des personnels.

Les signataires, très attachés à l'enseignement français à l'étranger en tant que mission de service public relevant d'un opérateur public, voient dans cette coupe budgétaire brutale une grave menace qui fragilise l'AEFE et affecte l'ensemble de la communauté éducative.

Les signataires demandent que le budget 2018 soit un budget sincère permettant à l'AEFE de remplir l'ensemble de ses missions. Ils demandent que les 33 millions d'euros annulés soient remis au budget afin que les crédits de l'AEFE soient réellement préservés.